



Emploi et population active entre 2006 et 2011 en Nord-Pas-de-Calais : renforcement du poids de la métropole lilloise

La faible évolution démographique limite, en Nord-Pas-de-Calais, la hausse de la population active, en dépit d'une augmentation soutenue des taux d'activité. L'aire urbaine de Lille, portée par ses fonctions métropolitaines, enregistre la hausse d'emplois et d'actifs, en particulier qualifiés, la plus significative entre 2006 et 2011 au sein du Nord-Pas-de-Calais. Sa dynamique reste toutefois modeste au regard des grandes métropoles françaises. Les grandes aires urbaines de la région, du fait d'une contraction de l'industrie et d'un développement trop modéré du tertiaire, observent un repli global de l'emploi sur la même période. Le poids économique de l'aire urbaine de Lille au sein de la région se trouve ainsi renforcé. Dans tous les territoires, l'activité féminine progresse.

Élisabeth Vilain (Insee)

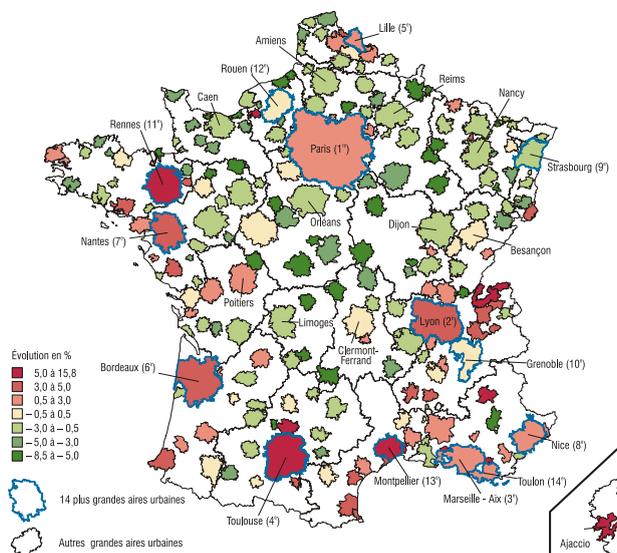
Entre 2006 et 2011, période marquée par la crise économique de 2008 à 2009, l'emploi a progressé de 0,4 % dans la région Nord-Pas-de-Calais, soit presque quatre fois moins qu'au plan national. La faible croissance démographique de la région a toutefois tempéré les effets de la crise économique, en raison de la modestie de la croissance de la population active. En effet, le nombre de personnes âgées de 25 à 54 ans, en emploi ou à la recherche d'un emploi, n'a crû que de 0,4 % contre 0,8 % au plan national.

La hausse de la population active est limitée par l'atonie démographique

Le taux d'activité régional, inférieur au taux national de 4,3 points en 2006, a pourtant continué de croître pour réduire l'écart à 3,6 points : il s'établit désormais à 86,8 % de la population âgée de 25 à 54 ans. Cette progression a même été plus rapide qu'entre 1999 et 2006, où il n'avait gagné que 1,6 point. Toutefois, deux facteurs démographiques

1 La métropole lilloise, espace de croissance modérée de la population active

Évolution de la population active des 25 à 54 ans dans les grandes aires urbaines entre 2006 et 2011



Note : le classement par taille des grandes aires urbaines est établi à partir du nombre d'emplois en 2011. Paris, en 1^{re} position, compte 5 771 000 emplois ; Toulon, en 14^e position, en compte 214 000.
Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011.

majeurs ont joué pour limiter la croissance de la population active âgée de 25 à 54 ans. D'une part, les générations du baby-boom sont désormais remplacées par des générations moins nombreuses et d'autre part, en Nord-Pas-de-Calais, le mécanisme se double d'échanges résidentiels déficitaires avec les autres régions aux âges du début de la vie active.

Tous les territoires de la région n'ont toutefois pas connu le même sort. Si la métropole lilloise et les aires urbaines qui la bordent ont été, à l'image des autres grandes aires urbaines françaises, des espaces de croissance de la population active, ce n'est pas le cas du littoral et du sud de la région (figure 1). Ces évolutions contrastées reflètent l'attractivité économique des territoires, avec une concentration des créations d'emplois dans les espaces métropolitains et l'installation à proximité des populations aux âges de la vie active.

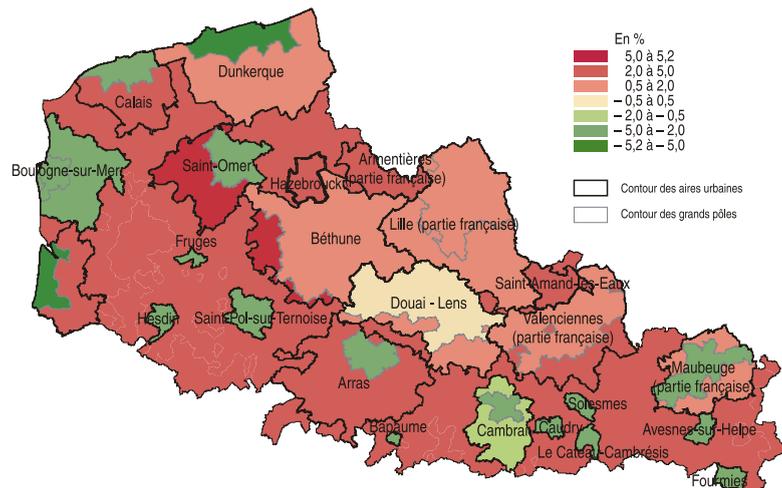
Lille : une très grande aire urbaine qui gagne peu d'actifs

Entre 2006 et 2011, les territoires ont réagi à la crise en fonction de leurs caractéristiques sociodémographiques, de leur tissu économique et de leur attractivité. En France métropolitaine, les villes qui concentrent 85 % des habitants et 90 % des emplois en 2011 ont capté l'essentiel de la croissance de la population active nationale de 25 à 54 ans. L'aire urbaine de Paris a absorbé à elle seule 30 % de cette croissance. Le reste a été porté quasiment en totalité par les treize grandes aires urbaines de province de plus de 210 000 emplois, qui représentent autant d'emplois que l'aire parisienne. Parmi elles figure l'aire urbaine de Lille, au 4^e rang en taille.

À cette échelle nationale, la croissance de la population active de Lille apparaît modeste. Avec un gain de 0,6 %, elle affiche la 3^e plus faible évolution parmi les plus grandes aires nationales. Le taux d'activité des habitants de l'aire urbaine de Lille gagne pourtant 1,4 point,

3 Diminution de la population active dans les pôles urbains, excepté dans l'agglomération lilloise

Évolution de la population active des 25 à 54 ans entre 2006 et 2011 dans les espaces du zonage en aires urbaines



Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011.

ce qui lui permet de réduire l'écart avec la moyenne de cet ensemble d'aires de 0,1 point (respectivement 89,4 % et 90,3 %). Mais Lille, avec une baisse de 1,0 % de la population âgée de 25 à 54 ans, figure parmi les quelques très grandes aires qui ont perdu des habitants aux âges de la vie active, quand l'ensemble de ces aires en a gagné 1,1 % en cinq ans. Cette situation est en partie liée à la position de l'aire lilloise et sa fonction au sein d'un système territorial avec les agglomérations voisines.

La métropole lilloise reste attractive au plan régional

À l'échelle régionale, Lille concentre un peu moins du tiers de la population active de 25 à 54 ans et la moitié du gain enregistré entre 2006 et 2011, soit environ 2 500 personnes. Les autres aires urbaines ont, quant à elles, connu un léger repli (figure 2). En effet, la progression du taux d'activité n'a pas compensé le déficit migratoire des jeunes actifs. Enfin,

les espaces sous l'influence croisée de plusieurs aires, appelés espaces multipolarisés, ont vu leur population active augmenter de 4,0 %. Ces territoires sont désormais, plus que les couronnes immédiates des pôles avec lesquels ils sont en relation, les sièges du mouvement de périurbanisation et enregistrent la plus grande progression régionale du taux d'activité (figure 3).

Poursuite de la progression des taux d'activité féminin

Tandis que le nombre d'hommes actifs de 25 à 54 ans a baissé de 1,4 % entre 2006 et 2011 en Nord-Pas-de-Calais, le nombre de femmes actives a augmenté de 2,5 %, ce qui est supérieur à la croissance observée en France métropolitaine, estimée à 2,1 %. Le Nord-Pas-de-Calais présente toujours un taux d'activité féminin inférieur à la moyenne nationale, situé à 80,0 %, mais l'écart n'est désormais plus que de 6,5 points contre 7,9 points en 2006. Le différentiel entre

2 Des taux d'activité variables selon les espaces

Population et taux d'activité au lieu de résidence dans les espaces du zonage en aires urbaines

Catégorie d'espace selon le zonage en aire urbaine	Population de 25-54 ans 2006-2011	Évolution de la population de 25-54 ans 2006-2011	Population active de 25-54 ans 2011	Évolution de la population active de 25-54 ans 2006-2011	Taux d'activité des 25-54 ans en 2011	Évolution du taux d'activité des 25-54 ans 2006-2011	Taux d'activité des femmes de 25-54 ans en 2011	Évolution du taux d'activité des femmes de 25-54 ans 2006-2011
		(en %)		(en %)	(en %)	(en points de %)	(en %)	(en points de %)
Aire urbaine de Lille (pôle et couronnes)	466 708	- 1,0	417 415	+ 0,6	89,4	+ 1,4	84,9	+ 2,5
Autres grandes aires urbaines (pôle et couronnes)	941 902	- 2,8	804 273	- 0,2	85,4	+ 2,2	77,4	+ 4,1
Moyennes aires	16562	- 4,4	13 845	- 2,5	83,6	+ 1,6	75,2	+ 2,9
Petites aires	12992	- 6,5	10 468	- 4,9	80,6	+ 1,4	74,8	+ 3,3
Espace multipolarisé	144704	+ 1,1	128 321	+ 4,0	88,7	+ 2,5	81,7	+ 4,7
Communes isolées hors influence des pôles	12599	+ 0,3	10 920	+ 2,1	86,7	+ 1,5	79,1	+ 2,7
Nord-Pas-de-Calais	1 595467	- 2,0	1 385 242	+ 0,4	86,8	+ 2,0	80,0	+ 3,7

Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011.

le taux d'activité féminin de l'aire urbaine de Lille et celui des grandes aires de province de sa catégorie s'est également amoindri : l'écart, estimé à 1,8 point, est en repli de 0,2 point entre 2006 et 2011.

Le taux d'activité féminin des autres aires urbaines régionales connaît aussi une hausse soutenue mais il présente encore un écart avec l'ensemble des aires urbaines de province de 8,2 points. Dans certaines, caractérisées par le poids de l'emploi masculin comme Douai - Lens, Valenciennes ou Maubeuge, les taux d'activité sont même inférieurs de 3 à 5 points par rapport à cette moyenne régionale.

C'est à nouveau dans l'espace multipolarisé que la croissance de la population active féminine est la plus forte.

La concentration des emplois se renforce sur l'aire urbaine de Lille

Les années 2006 et 2011 encadrent la crise de 2008 à 2009 et la période se caractérise par deux dynamiques opposées : en effet, la crise a

mis un coup d'arrêt à la croissance économique génératrice d'emplois et la période de récession qui l'a suivie a entraîné des destructions nettes des pertes d'emplois tandis que la trajectoire de croissance du tertiaire s'est trouvée contrariée. C'est ainsi que la période s'est soldée par une faible progression de l'emploi au plan national (+ 1,9 %), laquelle s'est trouvée plus timide encore en Nord-Pas-de-Calais (+ 0,4 %). Dans ce contexte, les espaces métropolitains, qui accumulent les ressources humaines et économiques les plus dynamiques se sont mieux comportés, comme en témoigne le gain de 4,7 % d'emplois dans les treize grandes aires nationales. Plus modeste, la croissance de l'aire urbaine de Lille (+ 2,9 %) s'inscrit néanmoins dans ce mouvement. Sur le reste du territoire régional, l'emploi a connu un repli de 0,9 %. La concentration des emplois sur la métropole lilloise s'est ainsi trouvée renforcée pour atteindre 34,6 % des emplois régionaux en 2011, soit 0,8 point de plus qu'en 2006.

Les services non marchands ont amorti le choc de la crise

Cet effet de concentration se double d'un effet de recomposition sectorielle, dont l'origine est bien antérieure à la crise mais qui s'est trouvé ainsi amplifié sur certains territoires. Sur l'aire urbaine de Lille, en cinq ans, les poids des services et de la construction dans l'emploi ont tous deux gagné un point. La crise a impacté quasiment de la même manière qu'en moyenne régionale l'emploi industriel même si elle a porté là sur un pan du système productif moins représenté qu'en moyenne régionale (11 % en 2006 contre 17 % pour l'ensemble). Commerces et services principalement marchands ont été porteurs d'emplois mais dans une moindre mesure que dans les grandes aires nationales. La construction présente également un solde positif sur la période, reflet d'une forte croissance jusqu'en 2008 avant d'amorcer un déclin par la suite. En revanche, l'aire s'est démarquée de sa catégorie par ses créations nettes d'emploi dans l'administration publique, l'enseignement,

4 Des pertes dans l'industrie et un faible développement du tertiaire

Évolution des emplois par secteur dans les grandes aires urbaines du Nord-Pas-de-Calais, entre 2006 et 2011

Nom de l'aire urbaine	Nombre d'emplois en 2011 Tous secteurs	Part des emplois industriels en 2011 (en %)	Évolution du nombre d'emplois 2006-2011				
			Industrie	Construction	Commerce, transports, services divers	Administration publique, enseignement, santé, action sociale	Tous secteurs
Lille (partie française)	510 339	10	▼▼▼	▲▲	▲	▲▲	▲
Berck	23 164	11	▲▲	▼▼▼	▲▲	▲▲	▲▲
Arras	60 438	11	▲▲	▲	◆	◆	◆
Calais	47 705	11	▼▼▼	▲▲▲	▼	▲	▼
Armentières (partie française)	27 310	13	▼▼▼	▲	▲▲▲	▲	▲
Boulogne-sur-Mer	49 267	14	▲▲	▲	▲	◆	◆
Douai - Lens	174 067	14	▼▼▼	▲▲▲	▲	▲▲	◆
Cambrai	28 710	14	▲▲	▲▲▲	◆	▼	◆
Hazebrouck	10 281	15	▼▼▼	▲▲▲	▼	▲▲	◆
Valenciennes (partie française)	122 444	21	▲▲	◆	◆	▲	◆
Dunkerque	98 825	22	▲▲	◆	◆	◆	◆
Béthune	106 968	22	▼▼▼	▼	◆	▲	▼
Saint-Omer	37 227	23	▼▼▼	▲▲▲	▲▲▲	▲	▼
Saint-Amand-les-Eaux	10 733	25	◆	▲▲▲	▲▲	▲▲	▲▲
Maubeuge (partie française)	42 217	25	▼▼	▲▲	▼▼	◆	▼
Ensemble des grandes aires urbaines régionales hors Lille	839 356	18	▼▼▼	▲	◆	▲	◆
Ensemble des treize plus grandes aires de province	5 712 266	11	▼▼	▲▲	▲▲	▲▲	▲
Ensemble des autres grandes aires urbaines de province	9 479 143	14	▼▼▼	▲▲	▲	▲	◆

Légende :

Plus de + 10% : ▲▲▲▲ De - 2% à - 5% : ▼
 De + 5% à + 10% : ▲▲▲ De - 5% à - 10% : ▼▼▼
 De + 2% à + 5% : ▲▲ De - 10% à - 15% : ▼▼▼▼
 De - 2% à + 2% : ◆

Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011 au lieu de travail.

la santé et l'action sociale, secteurs qui pèsent en 2011 pour 33 % de l'emploi soit deux points de plus que dans l'ensemble des treize grandes métropoles. Ces derniers secteurs ont ainsi joué un rôle d'amortisseur du choc de la crise dans le cas de la métropole lilloise.

Le poids de l'industrie recule dans la plupart des aires régionales

Dans les autres grandes aires urbaines régionales, les pertes industrielles n'ont pas été compensées par le développement trop modéré du tertiaire (figure 4). En cinq ans, le poids de l'industrie a perdu deux points, le choc sur l'emploi industriel étant comparable à celui qu'a vécu l'ensemble des grandes aires urbaines nationales. Le tissu industriel des grandes aires de la région, regroupant 18 % de l'emploi total en 2011, reste toutefois plus présent qu'en moyenne nationale. Les aires régionales les plus industrielles, Maubeuge, Saint-Omer, Béthune, Dunkerque et Valenciennes sont celles où le poids de l'emploi industriel recule le plus sur la période, Saint-Omer s'illustrant avec une baisse de plus de dix points. Échappe à ce schéma l'aire de Saint-Amand-les-Eaux, dont les pertes industrielles ont été modérées et qui a bénéficié de l'expansion du tertiaire y compris marchand.

Une place croissante des qualifications supérieures dans les villes

Les évolutions structurelles du tissu productif se sont accompagnées d'évolutions de la qualification des actifs. En lien avec l'élévation du niveau de diplômes et la poursuite de la tertiarisation, la part des cadres parmi les actifs de 25 à 54 ans résidant dans la région a augmenté de 1,1 point, pour atteindre 12,6 %, tout comme celle des professions intermédiaires (+ 0,6 point

à 24,9 %) tandis que la part des ouvriers a diminué de 1,7 point entre 2006 et 2011 pour atteindre 28,0 %.

À une échelle infrarégionale, le lien entre la qualification des emplois et la qualification des actifs résidents se distend en fonction de l'attractivité résidentielle du territoire. C'est ainsi que la recomposition socioprofessionnelle s'est amplifiée sur la métropole lilloise. Les catégories les moins aisées s'en éloignent en raison du prix du foncier tandis que les cadres apprécient au contraire d'y résider : la représentation des cadres est là en augmentation de 2,4 points en cinq ans, portant leur part à 20,6 % des actifs. En revanche, la part des ouvriers y décline de 2,1 points et celle des employés de 0,8 point.

Les autres grandes aires régionales connaissent aussi une montée en qualification de leurs actifs résidents, sous l'effet du recul de l'industrie et malgré le développement plus mesuré du tertiaire : la part des cadres gagne 0,5 point pour atteindre 9,4 % et celle des professions intermédiaires 0,7 point tandis que la part des ouvriers recule de 1,5 point. L'aire d'Arras s'en distingue en regroupant une part de cadres en progression de 1,9 point même si à 15,3 % elle reste bien en-deçà de la concentration lilloise. Celle de Douai - Lens s'en détache également en accueillant, pour des raisons qui tiennent à son foncier et son positionnement géographique à côté d'aires industrielles voisines, une des plus importantes parts d'actifs ouvriers alors que l'industrie y tient une part conforme à la moyenne régionale.

Sources

Les résultats sont issus des recensements de la population de 2006 et de 2011. Pour la première fois depuis la mise en place des enquêtes annuelles de recensement, les résultats de **deux millésimes de recensement** peuvent être comparés directement, à l'aune des cinq années écoulées entre **2006 et 2011**. Dans cette étude, le champ se limite aux **actifs de 25 à 54 ans** afin de mesurer l'impact de la crise sur le « noyau dur » de la population active, à des âges où la très grande majorité des personnes sont en emploi ou en recherche d'emploi. Dans un contexte économique difficile, les plus jeunes et les plus âgés sont eux davantage susceptibles de modifier leur comportement en entrant ou sortant plus ou moins tardivement de la vie active.

Définitions :

Aire urbaine ou « grande aire urbaine » : ensemble de communes constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. La notion d'aire urbaine permet ainsi de définir un concept de grande ville ou métropole à l'aide d'une approche fonctionnelle et économique. De la même façon sont définies les moyennes aires (pôle de 5 000 à 10 000 emplois) et les petites aires (pôle de 1 500 à 5 000 emplois). Les **communes multi-polarisées** sont des communes situées hors des aires, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles. Les autres communes en dehors des aires sont les **communes isolées, hors influence des pôles**.

Insee Nord-Pas-de-Calais

130 avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769
59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :

Daniel Huart

Rédacteur en chef :

Arnaud Degorre

ISSN en cours

© Insee 2014

Crédits photos : © Laurent Ghesquier

© Musée du Louvre-Lens / Philippe Chancel

© Matthieu Debailleul

Pour en savoir plus

- **Borzic M. et Le Jeannic T.**, « En matière d'emploi, les métropoles ont davantage résisté à la crise », Insee, *Insee Première*, n° 1503, juin 2014.
- **Werquin B.**, « 30 ans d'évolution démographique dans le Nord-Pas-de-Calais : les aires urbaines en perte de vitesse ? », Insee Nord-Pas-de-Calais, *Pages de Profils*, n° 151, janvier 2014.
- **Capot R. et Rodriguez P.**, « Le nouveau zonage en aires urbaines : extension modérée de la périurbanisation en Nord-Pas-de-Calais », Insee Nord-Pas-de-Calais, *Pages de Profils*, n° 96, octobre 2011.

